

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

**Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n°  
V2017-452**

**I- SERVICES A LA POPULATION**

La délibération N°VD/2017/075 du conseil municipal du jeudi 30 Mars 2017 a autorisé la réhabilitation de la salle Feuillade et la création de la 23<sup>ème</sup> Maison pour tous : **la Maison pour tous Louis Feuillade.**

Ce nouvel équipement ouvrira au public dans le courant du deuxième semestre 2018 et exploitera un cinéma. La Maison pour tous Louis Feuillade cible prioritairement la jeunesse et les familles.

Il est proposé les tarifs suivants :

Entrée cinéma : Maison pour tous Louis Feuillade	Tarifs 2018
Tarif individuel	6 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	4 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif CE / COSC	4,50 €
Fête du cinéma	3 €
Lunettes 3D	1 €

## II- REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :  
« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

L'autopartage réduit la dépendance à la voiture et favorise le report vers d'autres modes de mobilité. En ce sens, il réduit la **consommation d'énergie** et les **émissions de polluants**. En outre, il permet de **libérer de l'espace urbain** utilisé auparavant pour le stationnement des véhicules. En 2016, **une voiture en autopartage remplace 5 voitures personnelles et libère 4 places de stationnement** (source ADEME).

La voiture partagée évite la fabrication de 6 à 8 voitures (soit 36 tonnes de CO2 sur 10 ans) et la réduction du kilométrage effectué en voiture permet de réduire les émissions d'un abonné d'1,5 tonnes de CO2/an.

Pour l'utilisateur, l'autopartage représente une économie de 2 000 €/an/personne (pour 5 000 km) par rapport à un véhicule particulier.

L'Etat a mis en place un cadre juridique pour favoriser le développement de l'autopartage avec la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) et la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que dans la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV).

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développe, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarifs 2018
<b>Autopartage sans station fixe</b>	/	30 €/an/véhicule

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe avec une emprise au sol réduite (inférieure à 3,5 m<sup>2</sup>).

### **III- REFACTURATION : OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT**

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé.

Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera la prestation au propriétaire au tarif suivant :

<b>Obligation Légale Débroussaillage (OLD)</b>	Unité	Tarifs 2018
Travaux d'office de débroussaillage	/	suites devis adjudicataire à la date de l'intervention + majoration de 8% pour frais de gestion

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les créations de tarifs proposées dans la présente délibération ;
- De préciser que les tarifs seront applicables dès notification ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180628-45462-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/07/18  
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.